

En mai, mettons KO la loi Travail et son monde

1er mai : faire sa fête à la loi Travail

3 mai : résolument face au parlement

Et après ... on continue !

Le gouvernement, sous la pression d'une mobilisation qui s'enracine, tente d'éteindre le feu. En recevant des organisations de jeunes, il fait de nouvelles propositions qui ne remettent pas en cause l'essentiel de la loi Travail. En semblant céder sur des revendications des intermittents, il tente de diviser le mouvement.

La réussite de la journée du 28 avril montre que la lutte ne faiblit pas, elle s'enracine et se diversifie.

Les violences policières inacceptables n'arrêteront pas le mouvement. La présence de plus en plus massive des forces de l'ordre et leur gestion des manifestations contribuent très largement à générer un climat de tension et de violence.

Le 28 avril, il y a encore eu des manifestants blessés dont certains gravement, plus d'une centaine de personnes embarquées suite à une action de blocage économique en banlieue parisienne, des tirs contre des cortèges syndicaux, des gardes à vue, des comparutions immédiates, etc. Nous condamnons également l'évacuation violente des Nuits Debout place de la République à Paris. C'est intolérable !

La Fédération SUD éducation exige l'arrêt de toutes les répressions, des interpellations sauvages, ainsi que des poursuites judiciaires en cours.

Depuis le 31 mars, les Nuits Debout permettent de stimuler la lutte contre cette loi en agissant et réfléchissant à une autre société.

Les conséquences sur l'ensemble des salarié-e-s des secteurs privé et public de cette loi seraient lourdes : facilitation des licenciements, remise en cause des 35 h via les accords d'entreprises et remise en cause de la hiérarchie des normes pour soumettre davantage les salarié-e-s à leurs patron-ne-s.

Dans l'Éducation nationale

L'autonomie des établissements et la territorialisation de l'école participe de la même logique. Le manque de remplaçant-e-s est plus que jamais d'actualité, l'éducation spécialisée est attaquée, le ministère s'entête dans sa réforme du collège, les pressions hiérarchiques et les injonctions dans l'urgence sont monnaie courante... et n'en doutons pas, si cette loi passait, la prochaine étape serait la remise en cause du statut de la fonction publique.

1er mai, journée internationale de lutte des travailleuses et travailleurs

Les luttes de toutes les travailleuses et de tous les travailleurs de tous les secteurs ont les mêmes objectifs. C'est pourquoi une journée leur a été dédiée depuis le 1er mai 1886. Ce jour les travailleuses et travailleurs de Chicago et de tous les États-Unis se levaient pour réclamer plus de justice sociale, un temps de travail réduit, des conditions de travail décentes, bref une vie digne d'être vécue. La police leur répondait par les armes, tuant plusieurs dizaines de manifestant-e-s.

Le 1er mai 2016, partout dans le monde, les travailleuses et travailleurs, y compris les chômeuses et les chômeurs, seront dans la rue pour exiger la justice sociale dans un monde globalisé où les intérêts capitalistes s'affirment avec toujours plus d'agressivité contre les revendications.

En France, la réussite des manifestations du 1er mai sera un moyen supplémentaire pour avancer vers l'objectif du retrait de la loi travail. Soyons nombreuses et nombreux dans la rue !

Le 3 mai, grèves et manifestations à l'occasion du début du débat parlementaire

Le débat parlementaire s'ouvre mardi 3 mai. Il se poursuivra pendant plusieurs semaines. Cette journée sera un nouveau temps fort de mobilisation, d'initiatives et de grève. La Fédération SUD éducation appelle à débrayer et à y participer massivement.

C'est toutes et tous ensemble qu'il faut lutter !

A SUD éducation nous pensons que seul le blocage de l'économie nous permettra d'obtenir le retrait de la loi Travail et de reprendre la voie des conquêtes sociales.

C'est pourquoi la fédération SUD éducation appelle à la convergence des luttes pour construire la grève générale interprofessionnelle.